

BULLETIN D'INFORMATION

de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (F.F.I.)

J.O. n° 64, 22-07-1976 - Siège social national : 27, rue Emile Cartailhac, 31000 Toulouse - Libellé chèques : AAGEF

« Résister est un verbe qui se conjugue au présent » (Lucie Aubrac)

Bulletin trimestriel - Directeur de la publication : Henri Farreny - N° CPPAP 0919 A 07130 3 €

Contacts : aagef@free.fr

31 mars 2019 - 1^{er} trimestre

n° 153



Discurso de Sánchez en Argelès-sur-Mer ¡Un paso adelante!

Los genocidios y crímenes contra la humanidad, no pueden ser sujetos a amnistía ni prescritos conforme con la justicia internacional de derechos humanos, ratificada incluso por España. En eso, el gobierno de España no lo tiene claro. La inacción de los tribunales españoles obligó a las víctimas de dichos crímenes a buscar justicia fuera de España recurriendo a los tribunales argentinos formulando así más de 400 querrelas. Aunque estos mismos tribunales fueron pioneros en el enjuiciamiento de los crímenes cometidos en Chile y en Argentina, desgraciadamente, las víctimas del fascismo español se enfrentan a presiones políticas con la horripilante expresión «*ha pasado tanto tiempo*» como a la falta de independencia de la Fiscalía General del Estado.

¿Cómo actuar desde Francia? Nos incumbe apoyar toda clase de iniciativa que pueda aportar a los exiliados como a los del interior el reconocimiento, tantos años denegado. Pero también luchar con firmeza para que la ley de Amnistía, el principio de legalidad y la prescripción de los hechos no barren, como hasta ahora, los delitos franquistas cometidos durante la dictadura (ejecuciones extrajudiciales, desapariciones forzadas, detenciones arbitrarias, torturas y robos de bebés) y matizados en una planificación masiva y sistemática dejando hoy día a más de 100 000 personas en paraderos desconocidos.

Cualquier paso adelante cabe en mi petición: sea el discurso de Pedro Sánchez, la justicia argentina, la película de Almudena Carracedo "El silencio de otros", la firme posición tanto esperada en exilio de tres historiadoras francesas, las newsletters del cotidiano Público, los libros que sacan verdades escondidas tal el último publicado por Henri Farreny "La sangre de los españoles, Morir en París", asociaciones memorialistas de ambos lados de los Pirineos, políticos e historiadores españoles que llevan décadas denunciando los hechos y tantas peticiones que denuncian los crímenes franquistas...

Pues compañeros, cualquier pasito adelante, si es triunfar. **Adelanto, endavant, aurrera, adiante... EN AVANTI!**

Raymond San Geroteo
vice-président de l'AAGEF-FFI

en espagnol, catalan, basque et galicien.



Le matin du 24 février, Pedro Sánchez s'est rendu à Montauban devant la tombe du président de la République Manuel Azaña. José González, au nom du CIIMER, a plaidé pour la protection du camp de concentration de Septfonds. Henri Farreny, pour l'AAGEF-FFI, a souligné le rôle des résistants espagnols en France qu'il convient d'honorer en Espagne aussi et pour la sauvegarde de la sépulture de Julio Álvarez del Vayo à Genève.



Narcís FALGUERA I BOIXEREU 1920-2019 une figure de la Résistance au fascisme

Né le 4 avril 1920 à Barcelone, Narcís Falguera i Boixereu est mort le 2 février 2019 à Perpignan. En plein milieu des commémorations des "80 ans de La Retirada", disparaît l'un de ceux qui arrivèrent parmi les derniers - le 13 février - à la frontière, en combattant pour protéger la retraite des militaires et des civils. Membre de la *Juventut Socialista Unificada de Catalunya* (JSUC), engagé volontaire, il n'avait pas encore 19 ans mais était déjà lieutenant.

1944 - 2019
75^e anniversaire de la Libération
Samedi 1^{er} juin 2019 - 11 h
cérémonie à Prayols
(Ariège - à 8 km au sud de Furi)

Monument
National
des Guérilleros

Apéritif à 12 h 30, place de la Mairie
Repas fraternel (25 €) à 13 h 30
salle de la mairie de Montgailhard
Réservations par chèque avant le 20 mai :
06 34 46 50 17 - 05 61 69 85 81
jeannine.garcia518@orange.fr
AAGEF-FFI, 5, route du Moulin, 09700 CANTE

Sommaire

- P. 2 Disparition de Narcís Falguera
- P. 3 Dans nos sections départementales : commémorer, chercher, expliquer, partager
- P. 4 La Retirada, une étape, tragique, entre la guerre en Espagne et la guerre en France
- P. 5 De la Seconde République à la Résistance espagnole en France : repères en Ariège
- P. 6 Le sang des Espagnols. Mourir à Paris
- P. 7 Le silence des autres
- Avis de recherches
- P. 8 Ciudadela, 29 janvier 1939, premier convoi CIIMER: 13^e Marche pour respecter l'Histoire Fiestas de la Libertad La bandera tricolor aux cimetière : cómo no! La Couronne honore les résistants espagnols L'heure de la relève est venue

Il fut un de ceux qui connurent les camps de concentration d'Argelès, du Barcarès, de Septfonds. Il fut un de ceux qui agissent aussitôt pour s'organiser, ne pas se laisser maltraiter, ne pas se résigner, préparer les combats du futur. Le tampon ci-



contre figure sur un papier qu'il a conservé.

Suite page 2

La Retirada, une étape, tragique, entre la guerre en Espagne et la guerre en France

L'article ci-dessous a été écrit mi-février à l'invitation de la rédaction de *Le Patriote Résistant*, journal mensuel de la FNDIRP : Fédération Nationale des Déportés et Internés, Résistants et Patriotes ; il est paru dans son n° 939 (mars 2019) ; nous nous réjouissons de la solidarité entre nos associations. Il s'agissait de présenter succinctement « La Retirada ». Quittant les sentiers battus, l'exposé souligne les responsabilités – souvent escamotées – des gouvernements français : 1939 fut une année-charnière entre deux phases de la lutte antifasciste.

Narcis Falguera, président d'honneur de l'Amicale des Anciens Guèrilleros Espagnols en France – Forces Françaises de l'Intérieur (AAGEF-FFI), est décédé à Perpignan le 2 février 2019. Voici 80 ans, le 13 février 1939, il entrait en France, avec 700 hommes de la 176^e Brigade de l'Armée Populaire de la République ; il n'avait pas 19 ans, mais était déjà lieutenant. Depuis la prise de Barcelone fin janvier, son unité a combattu sans répit pour protéger la retraite militaire (*la retirada*) et l'exode des civils fuyant les troupes et bombardements fascistes. Ce même 13 février, la frontière fut refermée.

Soldats prisonniers dans les camps de concentration français

Conformément aux instructions du président du Conseil Édouard Daladier, la quasi-totalité des soldats républicains qui ont traversé les Pyrénées, soit près de 300 000 hommes, ont été envoyés dans des camps de concentration sous commandement militaire, improvisés entre barbelés sur des plages (Argelès-sur-Mer, Saint-Cyprien, Le Barcarès...) ou en rase campagne (Le Vernet, Septfonds...) dans des conditions abominables (froid, faim, déficience de soins...). Les civils, plus de 150 000, ont généralement été acheminés vers des centres d'hébergement dans plusieurs dizaines de départements.

Gouvernement espagnol légitime trahi par le gouvernement français

Les principaux dirigeants de la République espagnole sont entrés en France les 5 et 6 février, à titre provisoire pensaient-ils. Le gouvernement français n'a apporté aucun appui au pouvoir espagnol légitime, au mépris des valeurs et conventions liant les deux républiques. Le 10 février, Juan Negrín, président socialiste du gouvernement espagnol, s'envole de Toulouse vers Madrid pour coordonner les forces

républicaines encore puissantes dans le centre et l'est de l'Espagne ; mais le gouvernement français persiste à retenir les dizaines de milliers de soldats qui espéraient regagner la zone républicaine, via les ports de Valence et Alicante.

Le gouvernement français pactise avec Franco contre Negrín

Pendant que Juan Negrín s'efforce d'organiser les secours aux réfugiés civils et aux militaires prisonniers, le gouvernement français négocie avec la *Junta de Burgos* (la junte franquiste installée à Burgos). Le 25 février 1939, par les dénommés « accords Bérard-Jordana », la France s'engage à remettre aux factieux tous les avoirs de la République espagnole, dont 40 tonnes d'or entreposées à Mont-de-Marsan. Avec cet or, détourné par la France, il eut été possible d'accueillir correctement et durablement plusieurs centaines de milliers de personnes.

Ulceré, Azaña démissionne, d'où un putsch défaitiste à Madrid

Le pire est à venir. Le 27 février 1939, deux semaines après la fin de *La Retirada*, le gouvernement Daladier reconnaît le gouvernement du « généralissime Franco », toujours cantonné à Burgos. Les Républicains espagnols perçoivent cet acte comme une trahison ; ulceré, Manuel Azaña, président de la République, démissionne le jour-même.

Le 2 mars, la France nomme un ambassadeur auprès de Franco : Pétain ! Dans ce contexte, le 5 mars, une fraction républicaine défaitiste lance un putsch à Madrid contre le gouvernement de Juan Negrín ; les affrontements durent plusieurs jours causant de nombreuses victimes. Néanmoins, la République espagnole tient encore près de 3 semaines...

Ainsi, contrairement à ce qu'écrivent certains*, la Guerre d'Espagne ne se termine pas début février

Le Patriote Résistant

Rédaction Administration

10, rue Leroux, 75116 Paris

Courriel : fndirp@fndirp.asso.fr

Site Internet : www.fndirp.asso.fr

Rédactrice en chef : Hélène Amblard

redaction@fndirp.asso.fr

1939 : le dictateur lui-même ne proclame sa victoire que le 1^{er} avril 1939, soit 1 mois et demi après la fin de *La Retirada*. La chute de la République espagnole est pour beaucoup le résultat des abandons successifs de la France, face à la coalition fasciste européenne : depuis la « Non-Intervention » déclarée en 1936 jusqu'à cette indigne reconnaissance du régime de Franco alors qu'il n'avait pas vaincu.

Les Espagnols maltraités, exploités, mais non résignés

Dès avril 1939 le gouvernement Daladier décide que les Espagnols pourront être réquisitionnés dans des Compagnies de Travailleurs Étrangers (CTE) pour effectuer des travaux publics, dont des installations pour l'armée... Néanmoins, à l'été 1939, environ 150 000 hommes sont encore captifs dans les camps français.

Partout, les Espagnols s'organisent. Le 14 juillet 1939, à Argelès, Bram et Gurs, ils célèbrent le 150^e anniversaire de la Révolution française, stupéfiant les gardiens.

La guerre antifasciste continue

Le 1^{er} septembre 1939, l'Allemagne entre en Pologne ; le 3 septembre, la France et la Grande-Bretagne déclarent la guerre à l'Allemagne : la lutte armée internationale commencée en Espagne va embraser l'Europe.

Parce qu'ils ont déjà affronté les troupes hitlériennes, parce qu'ils se souviennent de la solidarité des Brigades Internationales, les Espagnols seront naturellement enclins à s'engager très tôt aux côtés des Français les plus lucides et courageux, et d'autres étrangers.

Henri Farreny
président de l'AAGEF-FFI

* Diverses Institutions régionales ou départementales ont commis cette grave confusion. Après interventions de l'AAGEF-FFI notamment, certaines ont reconnu l'erreur et l'ont corrigée.

De la Seconde République à la Résistance espagnole en France

Le 14 avril 1931, la II^e République espagnole est proclamée. La devise *Libertad, Igualdad, Fraternidad* est instituée. En février 1936, le *Frente Popular* emporte les élections mais le coup d'état de Franco vise à abattre la République hélas abandonnée par des pays « amis » tels la France et sa « Non-intervention ».

La chute de Barcelone et de la Catalogne provoque l'exode, « *La Retirada* ». Du 28 janvier au 13 février, environ 500 000 Républicains traversent les Pyrénées enneigées espérant trouver refuge dans la « patrie des Droits de l'Homme », provisoirement car les Républicains espagnols tiennent bon à Madrid et Valence. Mais la France reconnaît le 27 février le gouvernement séditieux de Franco. Et pourtant, la fin de la guerre d'Espagne ne sera déclarée par le *Caudillo* que le 1^{er} avril 1939 !

Quelques 300 000 soldats républicains, exilés « indésirables », sont parqués dans des camps de concentration tels Argelès, Saint-Cyprien, Rivesaltes, puis enrôlés dans les Compagnies de Travailleurs Étrangers (CTE).

Dès qu'ils le peuvent, ces réfugiés si maltraités, de toutes tendances politiques : socialistes, communistes, anarchistes, ou républicains convaincus, s'évadent des camps ou des CTE pour lutter et sauvegarder la liberté et la démocratie en France.

En 1941, ils commencent à se rassembler pour former une organisation d'un mouvement propre de résistance : la **UNE** (*Unión Nacional Española*) qui se dote d'un bras armé : le **XIV^e Corps de Guérilleros Espagnols en France**, initialement commandé par Jesús RÍOS. Au printemps 1942, se constitue ce qui deviendra la 3^e Brigade de Guérilleros de l'Ariège. Son premier chef : Victorio VICUÑA (alias *Comandante ORIA*). Les Espagnols organisent des attentats contre des installations industrielles, lignes électriques et téléphoniques, voies ferroviaires...

Après la répression subie en avril 1943, le Commandant Ángel MATEO (ancien adjoint de Jesús RÍOS) lui succède. Malade, il sera



Jesús (Félix) RÍOS GARCÍA

Chef en 1942-1943 du *XIV Cuerpo de Guerrilleros Españoles*. Blessé à Dalou (09) le 24 mai 1944, mort à Foix le 27 mai 1944, à 31 ans. Déclaré Mort pour la France le 28 février 1945.

remplacé à partir de la mi-juin 1944 par Pascual GIMENO RUFINO (*Comandante ROYO*) qui assurera la direction avec compétence.

En mai 1944, le XIV^e Corps de Guérilleros intègre directement les FFI (Forces Françaises de l'Intérieur, créées en février 1944) sous le nom de **AGE : Agrupación de Guerrilleros Españoles**.

La 3^e Brigade, avec le *Comandante ROYO* à sa tête, participe à tous les combats pour la Libération de l'Ariège, au côté des résistants français, notamment des FTP.



Pascual GIMENO RUFINO

Chef de la 3^e Brigade de Guérilleros (Ariège) lors de la Libération de Foix. Réparti combattre en Espagne, en octobre. Tué à València le 23 juillet 1945, à 30 ans.

Cependant, il faut rappeler que les guérilleros de la 3^e Brigade délivrent Foix seuls, l'après-midi du 19 août 1944, avant que n'arrivent les combattants français (les FTPF). Le guérillero Crescencio MUÑOZ, lieutenant FFI, décroche pendant la bataille le drapeau nazi qui flotte sur le château de la ville et le remplace par celui de la République espagnole.

Au cours des combats, le guérillero José FERNÁNDEZ est tué, le *Comandante MADRILES* (Pedro ABASCAL) grièvement blessé. Le lendemain 20 août, à Prayols, les guérilleros combattent les Allemands à 1 contre 10. Le *Comandante CUADRADO* (José REDONDO), cherchant à s'emparer d'un fusil-mitrailleur allemand, est mortellement touché.

Le 21 août, de très sévères combats se déroulent à Rimont, village martyr (après la Libération il fut décoré de la Croix de Guerre). Le lendemain, à Castelnau-Durban, plus de 1 600 soldats allemands capitulent et la reddition est signée au Segalas. Le 22 août, l'Ariège est libérée.

A Prayols se trouve le **Monument national aux Guérilleros**, érigé à l'initiative de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France – FFI, par souscription publique, en collaboration avec la municipalité d'alors et le soutien de personnalités telles Jacques CHABAN-DELMAS, Léo HAMON, Serge RAVANEL et Alain SAVARY, Compagnon de la Libération, Ministre de l'Éducation nationale, qui l'inaugurera le 5 juin 1982.

Le 21 octobre 1994, le président François Mitterrand et Felipe González, chef du gouvernement espagnol, s'y sont recueillis.

Jeanine García Rodríguez
Vice-présidente de l'AAGEF-FFI
Présidente de la Section d'Ariège

Cet article a été préparé à l'invitation d'Alain Raynal, rédacteur-en-chef de Repères, bulletin trimestriel de l'Institut régional CGT d'Histoire Sociale (Midi-Pyrénées), pour parution dans le n° 53 d'avril 2019. Nous nous réjouissons de ces relations de solidarité.

L'article suivant est paru dans l'Humanité du 2 avril 2019, dans les pages Culture&Savoirs.

De Madrid à Paris, l'engagement héroïque

Domingo Tejero, José Barón, Conrad Miret, Manuel Bergès, Celestino Alfonso, José Roig... Tous combattants espagnols engagés dans la résistance à Paris dès le début de l'occupation nazie et morts en héros bien avant que sonnent les cloches de la libération.

Le président de l'Amicale des Anciens Guérilleros Espagnols en France (AAGEF-FFI), Henri Farreny del Bosque publie un ouvrage qui honore le courage, l'engagement durable et la pugnacité de ces résistants. Les explications sur le contexte et les conditions dans lesquelles ils ont dû agir avec l'apport de nouveaux éléments historiques renforcé encore la portée de ce livre : « 1939, c'est l'année charnière et la continuation entre la guerre contre le fascisme en Espagne et la lutte contre le nazisme en France ».

La maire de Paris, Anne Hidalgo signe la préface et rappelle à juste titre que Paris rend désormais hommage à la bravoure de ces hommes qui « n'étaient pas français mais qui se sont battus pour la France ».

C'est à partir d'un travail rigoureux de recherche dans les archives, de vérification des sources et de recoupage des témoignages que l'auteur a pu retracer l'itinéraire et l'héroïsme de ces six Espagnols, dont quatre étaient méconnus.

Fusillé à Paris le 1^{er} août 1941, José Roig Armengote figure parmi les premiers résistants exécutés à Paris. Résident en France depuis 1900, franc-maçon, il s'occupe principalement du sauvetage et de l'évacuation d'aviateurs et de résistants alliés.

Militant du Parti socialiste unifié de Catalogne (PSUC) Conrad Miret Musté participe à la construction de l'Armée populaire de la République pour combattre les troupes de Franco. A Paris, il est le premier chef des groupes armés de la MOI. Arrêté en février 1942, il meurt en prison ce même mois, le 27.

Des recherches minutieuses ont redonné un visage et le vrai nom à Manuel Bergès Arderiu. Maître d'école, syndicaliste et membre du PSUC, il est arrêté à Paris le 27 juin 1942, il meurt le soir même « suicidé » par le pistolet du policier français qui l'interroge.

Comme Manuel Bergès, Domingo Tejero Pérez meurt « suicidé » le 10 octobre 1942 lors de l'interrogatoire des policiers français. Ancien officier de blindés puis pilote de chasse pendant la guerre d'Espagne. Chef du 2^e détachement espagnol FTP-MOI, il est à l'initiative de nombreux attentats anti-allemands à Paris.

Le seul connu des six car son visage figure parmi les portraits de « L'Affiche rouge ». Celestino Alfonso Matos Jeune ouvrier et responsable des Jeunesses communistes à Ivry retourne en 1937 combattre dans les Brigades internationales. Puis en France il

LE SANG DES ESPAGNOLS

MOURIR À PARIS

Henri FARRENY DEL BOSQUE
Préface d'Anne HIDALGO



Editions Espagne au coeur

132 pages, format A5, quadrichromie, 10 €
Pour commander : shakeba@yahoo.fr
Tous droits inclus, 15 € pour 1 ex., 35 € pour 3 ex.

participe aux opérations du détachement espagnol de la MOI avant d'être arrêté et fusillé le 21 février 1944 comme ses camarades du Groupe Manouchian

José Barón Carreño, chef militaire des Guérilleros de toute la zone nord occupée et militant de l'Union nationale espagnole (UNE) à partir de l'été 1941 participe à l'organisation et la coordination des premiers groupes armés dans les deux zones. Il est tué boulevard Saint-Germain lors des premiers combats pour la libération finale de Paris.

Au-delà des commémorations du 80^e anniversaire de la Retirada, ce livre contribue utilement à mieux connaître et reconnaître l'histoire des étrangers, dont nombre d'Espagnols, qui participèrent à la libération de Paris. A la transmettre aussi.

Alain Raynal

Figures héroïques sorties de l'anonymat

En ce 80^e anniversaire de la Retirada, le livre d'Henri Farreny : « Le sang des Espagnols. Mourir à Paris », est particulièrement bienvenu. Il participe à la réhabilitation, ô combien nécessaire, du rôle joué par les républicains espagnols dans la résistance française. Celle-ci ne fut pas, loin s'en faut, qu'une affaire de Français ce que, pourtant, une certaine mémoire nationale s'ingénia longtemps à faire croire. S'il est vrai que, depuis une vingtaine d'années, l'historiographie s'intéresse au rôle joué par les étrangers dans la Résistance, peu d'études abordent le cas espagnol dans sa spécificité. A travers les six biographies que compte l'ouvrage, préfacé par Anne Hidalgo, l'auteur nous introduit précisément à cette singularité espagnole.

À travers une enquête minutieuse, contextualisée et solidement étayée par un travail critique des archives, *Le sang des Espagnols* nous replonge dans les vies de ces héros anonymes et redonne tout son sens à leur itinéraire. À une exception près, ils sont jeunes, entre 26 et 35 ans, comme le furent la plupart des résistants. Deux sont des Espagnols établis en France avant la guerre et deux faisaient partie des FTP-MOI.

Ce qui frappe sans doute le plus dans ces parcours, c'est la précocité de l'engagement : pour la plupart il est antérieur à 1938 et, finalement, l'entrée en résistance en France en constitue l'aboutissement logique.

Quelques exemples : José Roig Armengote, franc-maçon né en 1880 et qui s'était installé en France à l'âge de 20 ans milite déjà avant 1931 en faveur du rétablissement de la république en Espagne ; Conrad Miret Musté, ouvrier mécanicien né en 1906, rejoint dès les années 1920 les rangs de l'Union Socialiste de Catalogne (USC) ; l'instituteur Manuel Bergès Arderiu, né en 1910, appartient dès son origine, au comité provincial du PSUC ; l'ouvrier menuisier Celestino Alfonso Matos, né en 1916 et qui figure sur la célèbre et tragique Affiche rouge, est responsable des Jeunesses communistes à Ivry dès l'âge de 18 ans et participe aux Brigades internationales, etc.

La précocité de leur engagement politique va de pair avec la précocité de leur entrée en résistance, confirmation par l'exemple de ce que reconnaît aujourd'hui l'historiographie.

En effet, quatre d'entre eux sont morts entre août 1941 et octobre 1942, arrêtés par la police française, livrés aux Allemands, « suicidés » dans leur cellule, à la prison de la Santé ou à l'hôpital Saint-Louis.

Enfin, à travers ces six biographies, on retrouve les diverses modalités de l'action résistante. José Roig Armengote participe à un réseau qui facilite le passage en Grande-Bretagne d'Anglais, de Belges et de Français. Manuel Bergès Arderiu tombe pour activité de propagande en organisant la diffusion des exemplaires de *Reconquista de España*, lancé le 1^{er} mai 1941 à l'initiative du PCE et qui appelle « à construire un nouveau front populaire pour récupérer la république en Espagne ». Domingo Tejero Pérez, ancien officier de blindés puis pilote de chasse pendant la guerre d'Espagne, incarne, tout comme Celestino Alfonso, le volet de la guérilla urbaine, avec un courage peu commun. A la tête du deuxième détachement espagnol FTP-MOI, Domingo compte à son actif des dizaines d'opérations : attentats à la bombe dans les lieux publics fréquentés par les Allemands ou au siège du PPF de Doriot, exécution d'officiers allemands... Dans le même registre de la résistance par les armes s'inscrit José Barón Carreño, chef des groupes guérilleros de la zone occupée tombé en combattant à Paris le 19 août 1944 à l'âge de 26 ans.

Ces figures héroïques sont désormais reconnues comme « morts pour la France ». Pour quatre d'entre elles, cette reconnaissance a cependant été très tardive : seulement entre 2013 et 2016, à la suite de l'action menée par l'AAGEF-FFI. Grâce à l'ouvrage d'Henri Farreny, elles sont désormais sorties de l'anonymat.

Richard Marin

Professeur émérite d'Histoire contemporaine
Université de Toulouse Jean-Jaurès